

IANNIS RODER

La jeunesse française,
l'école et
la République



La jeunesse française,
l'école et la République

Du même auteur

Tableau noir. La défaite de l'école, Denoël, coll. « Impacts », 2008.

Enseigner la Shoah au collège et au lycée. De la parole antisémite à la destruction des Juifs en Europe, avec Joël Kotek, sous la direction de Jacques Fredj, Mémorial de la Shoah, 2009.

Allons z'enfants... la République vous appelle !, Odile Jacob, coll. « Document », 2018.

Sortir de l'ère victimaire. Pour une nouvelle approche de la Shoah et des crimes de masse, Odile Jacob, coll. « Document », 2020.

Prof, mission impossible ?, L'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2021.

École et laïcité. Enjeux et pistes pour agir, Éditions Canopé/Futuroscope, 2021.

Iannis Roder

La jeunesse française,
l'école et la République

L^Éditions de
L^Ébservatoire

ISBN : 979-10-329-2180-7
Dépôt légal : 2022, août
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2022
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Introduction

Ce 2 novembre 2020, au moment d'entrer en classe, Adam se poste devant moi, dans l'entrebâillement de la porte de ma salle de cours. Il me regarde, esquisse un léger sourire et me dit, doucement : « Monsieur..., j'ai eu peur que ce soit vous... »

Voilà vingt-trois ans que je suis arrivé dans ce collège de la banlieue nord de Paris d'où je pensais partir après quelques années en demandant une mutation, ou même pour faire autre chose. Et puis je suis resté. J'ai découvert un monde que je ne connaissais pas, mais sur lequel j'avais nombre d'idées dont beaucoup se sont avérées préconçues. J'étais un jeune enseignant, mais aussi un militant. Ce poste, je l'avais demandé pour mettre en acte mon engagement et mes discours sur la banlieue, l'immigration, la relégation sociale. Vingt-trois ans à enseigner à de jeunes gens qui m'ont au moins appris autant que je ne leur ai transmis de connaissances ; qui m'ont permis d'observer, de réfléchir, d'infléchir mes pratiques, mes paroles, de tenter, de rater, mais aussi de réussir. Mes engagements militants, mais également d'historien, avaient aiguisé chez moi un intérêt particulier pour les discours et je compris très vite que ce que disaient certains de ces jeunes dépassait la provocation adolescente. Rien ne laissait alors présager ce qui

suivrait, mais je fus, avec quelques collègues, un des premiers à décrire ce que nous voyions et entendions au début de la décennie 2000¹.

Le 16 octobre 2020, vers 17 h 30, la France fut saisie d'effroi. Un professeur d'histoire, Samuel Paty, se vit sauvagement assassiné. On apprit très vite que ce sont son métier et la manière dont il l'exerçait qui avaient fait de lui la cible de son assassin. Adam, et d'autres avec lui, avaient immédiatement pensé à leur professeur : « Vous nous parlez des valeurs de la République, de la liberté d'expression, de la place des religions, vous nous expliquez comment ça fonctionne et pourquoi c'est notre système politique... Moi j'ai cru que c'était vous... » Adam avait raison... à travers le professeur, c'est l'école de la République qui, pour la première fois, était frappée, et tout professeur qui fait son métier avec engagement aurait pu être la cible du terroriste islamiste. La portée symbolique du geste n'a en conséquence échappé à personne tant cette école et ses professeurs sont intrinsèquement liés à ce que nous sommes. En France, la République a fait l'école et l'école a fait la République. Impossible pour moi de ne pas rattacher cet horrible évènement au cri d'alerte que j'avais lancé dix-huit ans plus tôt. Bien sûr, en 2002, mes élèves qui tenaient des propos violemment anti-sémites ou homophobes n'étaient pas des assassins en puissance, mais ils disaient quelque chose de ce qui se diffusait et gagnait les esprits. Signes avant-coureurs d'une radicalisation en marche, ces discours étaient contraires à notre morale républicaine et à nos lois. Avec l'assassinat de mon collègue professeur d'histoire,

1. Voir Emmanuel Brenner (dir.), *Les Territoires perdus de la République*, Mille et une nuits, 2002 (1^e éd.).

c'est bien notre système politique et son corollaire, la démocratie, qui ont été attaqués au nom de la religion, au nom même de ce contre quoi l'école de la République a été pensée, c'est-à-dire l'enfermement dans la croyance, ici la plus absolue.

L'assassinat de Samuel Paty dit quelque chose de notre époque et notamment parce que les incidents qui éclatèrent durant l'hommage rendu au professeur le matin du 2 novembre 2020 témoignèrent de l'existence, chez certains jeunes, de valeurs bien éloignées de celles défendues par la République. Cela n'avait rien de nouveau pour qui observe depuis longtemps le monde de l'école. Cela fait plus de vingt ans que je constate les difficultés de cette institution à faire passer les conceptions républicaines auprès de tous les élèves. Je vois néanmoins les petites victoires, mais je ne détourne pas le regard face à nos échecs, nombreux, qui ne cessent de m'interroger. Ces échecs, ce sont aussi ces élèves qui ont considéré qu'il était logique, après les journalistes de *Charlie* en 2015, que Samuel Paty ait été tué : « Il l'avait cherché »... Fort heureusement très minoritaires, ces adolescents nous montraient alors que la société française n'était pas unanime dans la condamnation de cet abominable acte terroriste tout comme elle n'avait pas été unanime quand des islamistes avaient assassiné les journalistes de *Charlie Hebdo*.

En tuant le professeur d'histoire, c'est à l'école de la République, symbole de la liberté et de l'émancipation par l'acquisition des savoirs, que le terroriste islamiste s'est attaqué. « Le premier devoir d'une République est de faire des républicains », disait le grand pédagogue et homme politique Ferdinand Buisson et c'est bien évidemment à l'école que la République a confié cette mission. Les générations de jeunes Français se

sont succédé sur les bancs de nos écoles, collègues et lycées et continuent de le faire en apprenant la République et la démocratie qui se sont peu à peu imposées dans les esprits. Le combat, pensait-on, était gagné, la République était incontournable et ses principes d'organisation étaient plébiscités. Comme le disait Mona Ozouf en 1982, « la laïcité [...] désormais créditée de tolérance et de respect, est l'objet d'une célébration qui s'annonce unanime. De l'école laïque, presque tous les Français se reconnaissent les fils » et d'ajouter que « l'affrontement [...] s'est éloigné de nous au point de nous paraître parfois presque inintelligible »¹. La République était sûre de son modèle et, si ce n'est à la marge, plus personne ne le contestait. Elle était parvenue à faire de l'école, creuset de la nation, une fabrique de républicains.

Oui, mais voilà, depuis l'avènement de la République, jamais l'école n'a connu la crise que nous vivons aujourd'hui. Elle a, bien sûr, à travers le xx^e siècle, traversé des épreuves, en perdant nombre de maîtres d'école sur les champs de bataille, en étant également bousculée par des approches nouvelles, et ce dès les années 1920 avec Célestin Freinet par exemple ; elle a été chamboulée par Mai 68, massifiée par la réforme du collège unique en 1976 et le rapport de la jeunesse à l'école n'a pas toujours été des plus simples, comme en témoignait un article du journal *Le Monde* de 1984, faisant le compte-rendu du célèbre ouvrage d'Hervé Hamon et Patrick Rotman *Tant qu'il y aura des profs*. Le journaliste y affirmait ainsi que « les difficultés nouvelles du métier sont bien connues [...] ». Des élèves

1. Mona Ozouf, *L'École, l'Église et la République (1871-1914)*, Éditions Cana/Jean Offredo, 1982, p. 6 (1^{re} édition 1963, p. 12).

instables, déboussolés, dont une bonne part – 15 à 20 % selon un expert du ministère – sont en état d'échec scolaire définitif à la sortie de l'école primaire. Un climat fortement dégradé dans un grand nombre d'établissements (vols, agressions, drogue, indiscipline généralisée en classe...). Un flottement grandissant dans les objectifs à atteindre et les méthodes à utiliser. Une formation largement inadaptée aux situations rencontrées sur le terrain... Non ! La tâche des professeurs n'est pas rose et ces difficultés se manifestent dans une pathologie particulière (la "dépression névrotique"), dont les enquêteurs ont pu observer les effets dans leur visite à la maison de repos des enseignants de La Verrière¹ ». Ces difficultés, il y a quarante ans, étaient donc déjà considérables et n'ont rien de nouveau aujourd'hui.

Toutefois, à l'époque, s'il était question de « climat fortement dégradé », il n'y avait rien qui ne concernât une remise en cause des fondements de la République ni des enseignements que dispense l'école. Or, c'est le fait nouveau de notre temps. Une part de la jeunesse française semble prendre ses distances avec la République, sa philosophie et ses institutions. 41 % des 18-24 ans se sont abstenus lors du premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2022 et 69 % au premier tour des législatives de juin. Ce qui, à première vue, ressemble à un désintérêt pour la vie publique se double d'une attirance certaine pour le mode de vie anglo-saxon diffusé par le soft power américain qui, après le cinéma et la télévision, a envahi les plateformes de streaming

1. Frédéric Gaussen, « "Tant qu'il y aura des profs" d'Hervé Hamon et Patrick Rotman. Un profond découragement », *Le Monde*, 6 septembre 1984.

et les réseaux sociaux. « Mais je ne vois pas où est le problème en fait... Je ne comprends pas pourquoi on veut absolument que tout le monde se ressemble. Chacun a le droit de s'habiller comme il veut non ? » Le fils de mon ami a alors 16 ans et il est l'enfant de son époque. Fils de professeurs marqués à gauche, cela ne l'empêche pas de penser, avec ses camarades, que le port du voile au lycée ne pose pas de problème, au nom de la liberté dont chacun devrait pouvoir jouir au quotidien, comme le disent haut et fort les grands journaux américains qui ne cessent de présenter notre principe de laïcité comme portant atteinte aux libertés individuelles.

La jeunesse, l'école et la République. Ce triptyque nous parle d'avenir. L'école est-elle aujourd'hui en situation de faire perdurer notre modèle républicain au regard des évolutions de notre société ? Il existe, bien sûr, d'autres modèles démocratiques que le nôtre et d'autres expériences politiques sont possibles. Mais sont-elles souhaitables pour nous, ici ? L'idéal républicain s'inscrit dans une longue histoire politique, philosophique et intellectuelle de notre pays. Il n'y a pas de raison que cet idéal ne continue pas d'irriguer notre projet politique, à la condition que les Français y voient un intérêt. Or, une part importante de la jeunesse ne semble plus se reconnaître dans le modèle républicain tel qu'il a été pensé. Cette jeunesse n'est pas univoque et si une partie est séduite par le modèle anglo-saxon, une autre est très attachée à la question religieuse et pense davantage en termes communautaires qu'en termes d'intérêt général. Mais les deux se rejoignent, le modèle anglo-saxon de la citoyenneté étant bien plus favorable à l'expression religieuse et communautaire que le modèle français.

La jeunesse a toujours été l'âge de la révolte, voire parfois de la violence, mais ce serait faire fausse route que de voir dans les conceptions aujourd'hui défendues par une partie des jeunes une simple opposition de principe au modèle des pères. C'est en effet à un profond changement de société auquel ils semblent aspirer, non pas sous le signe d'une révolte, non pas pour mener à bien une révolution sociale et politique à laquelle rêvait la jeunesse étudiante des années 1960 et 1970, mais pour changer les paradigmes de notre organisation sociale et citoyenne. L'affirmation de l'individualisme, voire de l'hyper-individualisme, semble rendre caduc notre modèle républicain à leurs yeux et ils n'en comprennent plus ni l'utilité, ni l'intérêt, ni le fonctionnement.

Visiblement, quelque chose ne fonctionne plus car l'école ne semble pas en mesure de faire comprendre la République. Les évolutions de la société, l'avènement de l'ère numérique et des réseaux sociaux, une certaine violence sociale, l'émergence d'une question postcoloniale et religieuse bousculent notre société, les grilles de lecture et d'analyse évoluent et divergent. Les évolutions de la société peuvent favoriser défiance et sentiment d'abandon qui n'épargnent pas la jeunesse.

Jérôme Fourquet a mis en lumière ce qu'il appelé l'archipélisation de la société, c'est-à-dire la division du pays en autant de groupes aux intérêts divergents voire concurrents, sans liens entre eux et qui ne se pensent pas un destin commun¹. Or, cette idée de destin commun est au cœur du projet républicain et national, dont Ernest Renan, dans son célèbre discours

1. Jérôme Fourquet, *L'Archipel français, Naissance d'une nation multiple et divisée*, Le Seuil, 2019.

« Qu'est-ce qu'une nation ? » prononcé en 1882, a si bien expliqué l'essence. Sommes-nous réellement en train de progressivement basculer, en toute conscience, vers une adhésion à un autre modèle d'organisation philosophique et politique ? Dès lors, l'école est-elle aujourd'hui en situation de « faire des républicains » au regard de sa propre situation et des difficultés qu'elle doit affronter ? Et quelles sont donc ces conceptions auxquelles semble se rattacher une part importante des jeunes Français ? En quoi viennent-elles heurter la conception républicaine de la nation ? Si le temps des hussards noirs de la République est loin derrière nous et peut parfois sembler désuet à certains, la République n'a pas moins besoin, aujourd'hui, de ses professeurs qui restent la cheville ouvrière du projet républicain. Mais les enseignants ont-ils tous conscience du rôle qui est le leur ? Auquel cas sont-ils nécessairement convaincus et outillés pour faire face aux difficultés de notre époque ? En ont-ils les moyens ? Autant de questions que les pouvoirs publics, s'ils ne les ignorent pas, devront mettre sur la table s'ils veulent apporter des réponses attendues face à une situation qui ne peut qu'inquiéter.

Il ne s'agit pas ici de faire un état des lieux de l'école, de ce qu'elle fait de bien et de moins bien. J'entends déjà les habituels contempteurs du réel nous dire : « Ah mais c'est faux ! Nous faisons plein de choses magnifiques et superbes à l'école. » Évidemment, nombre de jeunes s'en sortent grâce à l'école. Mais la question n'est pas là et il serait temps d'accepter le réel tel qu'il est au lieu de refuser de voir ce que tout le monde constate : une partie de la jeunesse fait doucement, mais sûrement, sécession.

La République et la démocratie ne sont que des modèles et des systèmes politiques, ce qui signifie qu'ils sont une expérience collective que les hommes se choisissent. Cela implique l'idée qu'elles ne sont pas éternelles, quand bien même nous y sommes attachés. Parce que nous savons que la République et la démocratie sont mortelles et qu'elles ne doivent leur existence qu'à l'attachement des Français, ce détachement d'une partie de la jeunesse de notre socle commun doit collectivement nous questionner. Il ne s'agit pas ici de stigmatiser des personnes, non plus que des territoires, des religions ou des cultures, mais simplement de regarder la réalité en face afin d'y apporter des réponses démocratiques, sociales et républicaines car la situation politique l'exige.

L'école, où en sommes-nous ?

L'école face à la réalité de sa promesse

Le niveau baisse, mais pas pour tout le monde

En 2000, l'OCDE a mis en place une enquête sur le niveau scolaire des élèves de trente-quatre pays membres de cette organisation¹ qui permet d'évaluer et de comparer les performances de ces pays auxquels sont ajoutés quelques autres. Depuis, les résultats de la France ne cessent d'inquiéter et d'entraîner commentaires et analyses. De fait, l'école actuelle ne paraît clairement pas en mesure de répondre à la nécessité de développer le capital culturel et social de tous les enfants.

En 2018, la France se situe ainsi dans la moyenne des pays de l'OCDE dans les trois items de l'enquête, en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences, où elle navigue entre la 14^e et la 23^e place, ce qui est loin d'être glorieux, mais qui n'a rien d'alarmant *a priori*, les résultats des élèves français étant moyens sans être catastrophiques². Toutefois, selon l'étude internationale TIMSS de 2019, les élèves français affichent,

1. 79 pays ont été concernés par l'enquête PISA en 2018.

2. « Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Résultats du PISA 2018 – France », https://www.oecd.org/pisa/publications/PISA2018_CN_FRA_FRE.pdf

en mathématiques, les pires résultats de l'Union européenne. La France compte plus d'élèves faibles et beaucoup moins d'élèves performants. Ces résultats sont évidemment très inquiétants et, depuis 2000, ceux-ci ne semblent pas s'améliorer malgré la lumière que ces enquêtes jettent régulièrement sur l'état de l'école en France. Néanmoins, le ministère de l'Éducation nationale a réagi et lancé en 2019 le « plan mathématiques » avec l'ambition de former les enseignants du premier degré à l'enseignement des maths.

Mais encore plus que les résultats des élèves, c'est l'écart entre les très bons élèves et les moins bons qui font de la France le mauvais élève des pays développés. La France est un des pays où l'origine sociale explique le plus les différences de résultat. Dans l'enquête PISA, l'écart, en 2018, est de 107 points entre les élèves les plus favorisés (550 points) et les plus défavorisés (443 points), un score largement au-dessus de la moyenne de l'OCDE (89 points). Cette contre-performance classe la France dans le palmarès des pays les plus inégalitaires. Le gouffre entre élèves les plus favorisés et les plus défavorisés s'est en réalité creusé entre 2000 et 2012, les 20 % des élèves les plus défavorisés perdant 11 points quand les 20 % les plus favorisés gagnaient 18 points aussi bien en compréhension de l'écrit qu'en mathématiques. Il est dès lors nécessaire de s'interroger, au-delà de la question économique et sociale, sur notre philosophie scolaire et sur les pédagogies qui en découlent. La promesse républicaine a pour but la correction des inégalités sociales et pour idéal constitutif l'égalité des chances, dont le corollaire pratique est le principe méritocratique. Or, ce principe est aujourd'hui mis à mal par des considérations qui découlent de l'idée, légitime, que l'école de la République est un instrument

Table

Introduction	7
L'école, où en sommes-nous ?	
L'école face à la réalité de sa promesse.....	19
L'école n'est pas coupée du monde	35
L'école, ce chantier	43
Quand le réel est enfin pris en compte	61
École républicaine contre croyances : quand les jeunes font sécession	
Notre modèle politique questionné.....	75
Un retour du religieux.....	89
En confrontation avec la République et son école	99
La séduction d'autres modèles.....	121

**Le corps enseignant
est-il encore républicain ?**

Les professeurs en première ligne	143
L'école parle-t-elle d'une seule voix ?	155
La nécessaire formation des enseignants	173
L'avenir passe aussi par les profs	199
Conclusion	209
La laïcité française en quelques dates.....	215
Remerciements	217